



Le 7 octobre 2016

Comité spécial sur la réforme électorale
Direction des comités et des services législatifs
Chambre des communes
131, rue Queen
Ottawa (Ontario) K1A 0A6

Objet : Mémoire de l'Association étudiante des études internationales et politiques – Consultations du Comité d'administration publique sur la réforme électorale

À l'attention du Comité spécial sur la réforme électorale.

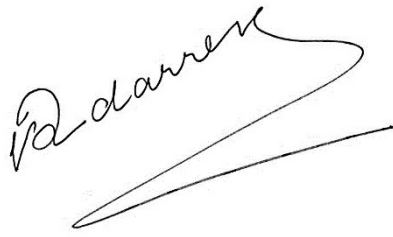
En tant que jeunes Canadiens, nous aimerions vous remercier de nous avoir permis de contribuer à votre étude sur les différents modes de scrutin.

Vous trouverez ci-joint notre mémoire sur la réforme électorale adressé au Comité spécial sur la réforme électorale. Le 20 septembre 2016, le Comité de politique publique de l'Association étudiante des études internationales et politiques de l'Université d'Ottawa a tenu une assemblée publique sur la réforme électorale pour permettre aux étudiants de discuter ouvertement de leur vision en ce qui a trait à l'avenir de la démocratie au Canada. Plus de 50 étudiantes et étudiants ont participé aux échanges de l'assemblée publique et étaient enthousiastes à l'idée de contribuer à cette discussion politique qui est essentielle et à propos.

Nous tenons à remercier les membres du Comité d'administration publique : Jake An, Reilly Everitt-Cunningham, Ippocrates Papanikolaou, Beth Dodwell, Noah Busby, Enkhjin Enzo, Zorigtbaatar, Marcus Harrison, Hannah Wieler, Jenny Vouvalidis, Mahir Mohamed, Eleni Belete, Amen Ben Ahmouda, Brendan King et Ahmed Al Jalili pour le dévouement et la détermination dont ils font preuve afin d'inciter les jeunes à participer à cette question d'actualité. Nous aimerions également remercier la professeure et D^{re} Stephanie Mullen, Sara Bourdeau, Colin Poulin, William Hinse-MacCulloch, Diyyinah Jamora, Jillian LeBlanc, Laura Pennell et Maggie Buchanan. La réussite de notre mémoire est en grande partie attribuable à leur travail acharné.

Les jeunes d'aujourd'hui ne représentent pas seulement l'avenir, ils sont également les leaders actuels. En contribuant à cette consultation, nous espérons arriver à démontrer que les jeunes peuvent changer les choses, même si c'est seulement un mot à la fois.

Veuillez agréer, Mesdames, Messieurs, nos salutations distinguées.

A handwritten signature in black ink that reads "Darren Touch". The signature is written in a cursive style and is positioned above a long, horizontal, slightly wavy line that serves as a decorative underline.

Darren Touch

Vice-président aux affaires académiques, Administration
publique

Président du Comité d'administration publique

A handwritten signature in black ink that reads "Neven Ahmad". The signature is written in a cursive style and is positioned above a long, horizontal, slightly wavy line that serves as a decorative underline.

Neven Ahmad Directrice,
Administration publique

Vice-présidente du Comité d'administration publique

Introduction

Les jeunes ne représentent pas seulement l'avenir, ils sont également les leaders actuels. La voix des jeunes au Canada constitue un important indicateur de l'orientation que devrait suivre la politique. Voilà pourquoi il est essentiel de consulter les jeunes et de leur donner la possibilité de présenter leurs points de vue sur la démocratie canadienne.

Le 20 septembre 2016, le Comité de politique publique de l'Association étudiante des études internationales et politiques de l'Université d'Ottawa a tenu une assemblée publique sur la réforme électorale pour permettre aux étudiants de discuter ouvertement de leur vision en ce qui a trait à l'avenir de la démocratie au Canada. Le présent rapport donne une vue d'ensemble du dialogue qui a eu lieu et offre un aperçu de ce que pensent les jeunes au sujet du changement de notre système électoral. Plus de 50 étudiantes et étudiants ont participé aux échanges de l'assemblée publique et étaient enthousiastes à l'idée de contribuer à cette discussion politique qui est essentielle et à propos. M. Mark Holland, secrétaire parlementaire de la ministre des Institutions démocratiques, a prononcé le discours d'ouverture sur l'importance de l'assemblée publique et de son incidence sur l'avenir.

La discussion avec les étudiants se divisait en trois volets distincts afin d'obtenir les commentaires des participants sur une variété de sujets touchant les institutions démocratiques. Dans le cadre du premier volet, les participants ont répondu à une série de questions générales liées aux élections et à la réforme électorale. Le deuxième volet était axé sur un éventail de sujets ayant trait aux principes et aux valeurs démocratiques. Enfin, au dernier volet de la discussion, les participants ont débattu de sujets touchant les réformes électorales fédérales au pays.

Il importe de souligner que les participants ne sont pas parvenus à un accord collectif ou unanime sur la question de savoir quel système électoral serait idéal pour la démocratie libérale au Canada. La forme de l'assemblée publique et des questions sont inspirées du guide fourni par le gouvernement du Canada relativement à la tenue d'une assemblée publique sur la réforme électorale. Les conclusions ci-après découlent de la compilation des données tirées des parties distinctes de la discussion.

Volet n° 1 : Pourquoi la participation des jeunes est-elle importante

Les dernières élections fédérales de 2015 ont enregistré l'un des taux de participation des électeurs (68,5 %) les plus élevés depuis les élections générales de 1993 (70,9 %). Cela était attribuable au fort taux de participation chez les jeunes selon les données recueillies par Élections Canada qui indiquent une augmentation d'environ 17,7 % atteignant jusqu'à 58,3 % en 2015.

Au cours de l'élection fédérale de 2015, le gouvernement actuel a fait campagne en promettant de changer le système électoral existant. Dans la lettre de mandat de la ministre des Institutions démocratiques, elle est censée « présenter une proposition pour établir un comité parlementaire spécial de consultation sur la réforme électorale, notamment le bulletin de vote préférentiel, la représentation proportionnelle, le vote obligatoire et le vote en ligne ». En tant que jeunes Canadiens, nous reconnaissons le bien-fondé du processus de consultation du Comité spécial sur la réforme électorale sur notre système électoral et nous espérons que beaucoup d'autres personnes y apportent leur contribution.

Un grand nombre d'organisations et de particuliers ont témoigné devant le Comité spécial sur la réforme électorale (ERRE) afin de partager leurs connaissances et leurs expériences. Toutefois, peu d'organisations se sont exprimées au nom des jeunes sur les questions relatives à la réforme électorale. Seules quelques-unes comme Samara, l'Institut du Nouveau Monde et Civix ont formulé des observations connexes. Il va sans dire que leurs représentants n'étaient pas eux-mêmes des jeunes. C'est pourquoi il est essentiel que les voix des jeunes soient entendues au moment d'envisager une réforme électorale au Canada étant donné que celle-ci touche directement leur avenir.

Le Comité d'administration publique de l'Association étudiante des études internationales et politiques veut changer cela. Nous espérons que le présent mémoire nous permettra d'avoir une incidence sur la discussion politique entourant la réforme électorale.

Volet n° 2 : Nouveaux thèmes et nouvelles tendances

Représentation

Environ la moitié des participants ont affirmé qu'ils valorisaient la présence d'un représentant local parce que le principe de démocratie en était ainsi renforcé. Cet avis a été exprimé en s'appuyant sur le fait qu'une surveillance est exercée sur les partis et les gouvernements lorsqu'un élu représente une circonscription précise ainsi que le parti auquel il est associé. Toutefois, les participants ont indiqué que les députés négligent souvent de représenter leur circonscription lorsqu'ils sont confrontés à la position du parti sur des questions pouvant aller à l'encontre des intérêts de la circonscription. Tous s'entendaient pour dire que la discipline de parti est ferme et qu'il s'agit d'une situation problématique pour notre démocratie libérale.

Les participants ont souligné le manque de représentation des minorités à la Chambre des communes. La sous-représentation des minorités, notamment les Autochtones, les minorités ethniques, les femmes et les immigrants, pose problème et de nombreux participants ont insisté sur le fait que ces groupes représentent des idées et des points de vue importants. Ils ne disposent souvent pas des nombreuses ressources et du soutien nécessaires pour participer et mener une campagne. De plus, des participants ont souligné que la diversité en matière d'habiletés, de compétences et de mentalités est importante dans la composition de la Chambre des communes.

Certains ont aussi fait remarquer que la représentation des jeunes est insuffisante à la Chambre des communes. Par conséquent, il arrive souvent que les questions qui y sont présentées et débattues ne reflètent pas la vision des jeunes et, de ce fait, contribuent à leur faible participation au processus politique. Des participants avaient l'impression que les membres du Parlement examinaient souvent des questions qui concernent les adultes et les aînés des populations canadiennes.

Les données recueillies par Élections Canada montrent que l'augmentation de la représentation la plus importante par rapport à 2011 était observée chez les Canadiennes âgées de 18 à 24 ans. Le taux de participation au sein de ce groupe démographique est passé de 40,9 à 60,5 %, une hausse de 19,6 points. Ces données d'Élections Canada, ainsi que les points fournis par les participants, indiquent clairement la désapprobation des jeunes à l'égard de la sous-représentation des femmes en politique. Dans l'ensemble, les participants ont insisté sur le fait qu'il importe que la Chambre des communes soit à l'image du Canada.

La question de la sous-représentation des partis politiques a également été soulevée. Certains participants estimaient que les petits partis, comme Le Parti vert du Canada et d'autres, étaient aussi sous-représentés selon le système majoritaire uninominal à un tour (SMUT).

Participation

Bien que l'élection fédérale de 2015 ait atteint un nombre record au chapitre de la participation des électeurs, les participants ont reconnu que des minorités souffrent encore de sous-représentation, particulièrement parmi les communautés autochtones. Des participants estimaient que la principale cause de ce phénomène était attribuable au manque d'éducation et de sensibilisation à l'égard du processus électoral. Il a été mentionné que les personnes à faible revenu ne pouvaient pas voter en raison de la rigidité de leurs horaires de travail et de leur accès limité aux transports. Les participants ont appuyé le vote électronique avec beaucoup d'enthousiasme comme solution à ce problème. Seul un petit nombre se sont

prononcés contre. La raison de ce résultat est que le vote électronique pourrait contribuer à l'augmentation du taux de participation qui est faible. Il a été soutenu que cela permettrait à un plus grand nombre d'électeurs admissibles de participer au vote, surtout pour les personnes handicapées et (ou) dont la mobilité est réduite.

La question du vote obligatoire est un autre sujet récurrent dans la discussion, laquelle a suscité une grande controverse. Certains participants ont laissé entendre qu'il s'agissait d'une bonne idée, affirmant que voter est un devoir civique et une grande responsabilité en tant que citoyen. On a ajouté que si le vote obligatoire devait être adopté au Canada, il faudrait alors prévoir un jour férié qui accorderait aux employés votants un congé rémunéré. L'argument en faveur du vote obligatoire était avancé en vertu d'un programme qui récompenserait les électeurs par des mesures incitatives ou appliquerait des sanctions à ceux qui s'abstiennent de voter. Certains participants ont suggéré l'idée d'offrir un crédit d'impôt comme mesure incitative pour encourager la participation active au système politique. L'argument contre le vote obligatoire portait du principe qu'il serait non démocratique. Au final, l'argument global du vote obligatoire a porté sur les vertus, les normes, l'éthique et l'intégrité de notre démocratie libérale.

Les participants ont souligné qu'Élections Canada devrait disposer de ressources et d'outils supplémentaires qui lui permettraient d'encourager les Canadiens à voter. Il serait à propos que l'organisme participe activement aux médias sociaux et mène de grandes campagnes visant à informer les Canadiens sur le droit de vote et leurs bureaux de vote.

Éducation

Afin de s'attaquer à la question de la mobilisation et du taux de participation des jeunes électeurs, une forte majorité de participants a convenu qu'il était nécessaire de changer le système d'éducation civique pour améliorer la santé de la démocratie canadienne. Pour régler ce problème, certains participants ont recommandé une collaboration et une coopération accrues entre le gouvernement fédéral et les gouvernements provinciaux à l'égard de la participation des jeunes au processus politique (c.-à-d. le vote) en obligeant les étudiants à suivre des cours d'éducation civique. Un consensus s'est dégagé selon lequel des « cours d'éducation civique » devraient être intégrés à l'enseignement en tant que programme obligatoire et encouragés par les éducateurs.

Systèmes électoraux différents

Il importe de reconnaître que la diversité de voix que les jeunes ont fait entendre à cette assemblée publique a fait en sorte qu'il n'y a pas eu de consensus sur l'un ou l'autre des systèmes électoraux. De nombreux systèmes électoraux ont été mentionnés dans le cadre de la discussion sur ces derniers, y compris des observations sur le système électoral actuel, le système majoritaire uninominal à un tour (SMUT). Cependant, le système électoral le plus populaire était la représentation proportionnelle mixte (RPM). Le succès qu'il connaît dans d'autres démocraties existantes, comme celle de l'Allemagne où la représentation est mi-proportionnelle et mi-géographique, explique qu'il soit le favori. Les participants étaient pour la plupart d'accord avec l'idée selon laquelle cette représentation mixte assurait un bon équilibre entre la représentation adéquate des populations et la défense des différences régionales. Certains participants ont soutenu qu'il importait que chaque vote compte pour augmenter le taux de participation des électeurs, car cela permettrait aux gens d'avoir l'assurance que leur vote est important.

Les défenseurs du SMUT ont mentionné que le système actuel était facile à comprendre par les électeurs, qu'il créait de fortes majorités et établissait une distinction claire entre le gagnant et les perdants. Les participants en faveur SMUT ont signalé qu'en adoptant un autre système électoral qui crée davantage de minorités, les partis politiques risquaient d'arriver à des ententes moins transparentes lorsqu'ils chercheraient à former un gouvernement. Des participants ont fait remarquer que le système actuel était

moins équitable parce qu'il arrive souvent qu'il ne corresponde pas aux suffrages exprimés à l'échelle nationale.

Les participants ont reconnu qu'il n'existe pas de système électoral parfait. Chaque système comporte des avantages et des inconvénients selon les valeurs de chacun. Les participants ont convenu qu'un changement de système électoral aurait des conséquences importantes puisqu'il est étroitement lié à notre système politique.

Politique partisane

Une autre question qui est ressortie au cours des discussions portait sur la politique partisane et le sectarisme politique. De nombreux participants étaient d'avis que les partis politiques ont attribué trop de pouvoir aux actes et aux décisions des députés élus au Parlement, affaiblissant ainsi la représentation locale. Certains ont même proposé d'abolir le poste de whip du parti pour accroître l'indépendance des parlementaires à titre individuel et (ou) limiter la discipline de parti. D'autres qui s'y opposaient ont affirmé qu'abolir toute discipline de parti donnerait lieu à des impasses politiques et empêcherait l'adoption des lois. Toutefois, il y a eu consensus sur le fait que la politique partisane joue un rôle de premier plan dans notre démocratie libérale souvent au détriment des jeunes en raison des efforts que déploient les partis politiques pour être élus.

Volet n° 3 : Incidences

Selon les renseignements recueillis dans le cadre de l'assemblée publique, nous avons conclu ce qui suit :

- les jeunes veulent une représentation et une inclusivité supérieures, des ressources et un accès à la politique afin que les minorités soient représentées à la Chambre des communes;
- il n'y a pas eu de consensus clair quant à un système électoral idéal;
- la réforme du programme d'étude afin d'y inclure des cours d'éducation civique obligatoires grâce à la coopération et à la collaboration des gouvernements provinciaux et fédéral;
- la réduction des politiques partisans pour permettre aux députés de mieux représenter leur circonscription;
- un plus grand soutien offert aux électeurs handicapés et (ou) dont la mobilité est réduite;
- l'exploration du vote électronique pour permettre une plus grande participation des électeurs.